

CA24N

SM

-Z 226

Government  
Publications

POSITORY LIBRARY MATERIAL

# Toute personne

qui, dans l'exercice  
de ses fonctions  
professionnelles ou  
officielles, a des raisons  
valables de soupçonner  
qu'un **enfant** a souffert  
ou souffre de  
**mauvais traitements** qui  
ont pu être causés ou  
permis par une personne  
qui a ou a eu la charge  
de l'enfant doit en  
**aviser sur-le-champ une**  
**société d'aide à l'enfance.**

“Toute personne qui enfreint le paragraphe 2 de l’article 49 commet un délit et après déclaration sommaire de culpabilité par le tribunal, est passible d’une amende n’excédant pas \$1,000.”  
(Article 94(1) (f) (ii))

La nouvelle loi ontarienne intitulée The Child Welfare Act (loi sur le bien-être de l’enfance) témoigne du souci croissant de la population relativement à la violence et à la négligence à l’égard des enfants. En effet, le nombre de cas dénoncés a plus que doublé ces cinq dernières années.

***Vous** avez peut-être déjà rencontré des enfants victimes de mauvais traitements, surtout si votre travail vous met en contact fréquent avec des jeunes. Vous avez peut-être reconnu les signes de violence ou de négligence, peut-être pas. Vous avez peut-être agi en conséquence ou signalé le cas.*

*Vous n’avez peut-être pas su quoi faire.*

*Vous n’avez peut-être rien fait.*

*Que ferez-vous la prochaine fois?*

Ce texte est une traduction du texte original anglais; en cas de litige seule la version anglaise a force de loi.

***Vous pouvez apprendre.*** Des services d'information sur le mauvais traitement des enfants sont à votre disposition : documentation de plus en plus variée et spécialisée, matériel audio-visuel, programme de formation et séminaires sur l'éducation du public. Renseignez-vous auprès de la bibliothèque publique, d'une association professionnelle ou de la société d'aide à l'enfance de votre localité. Ya-t-il dans votre collectivité une équipe chargée du soin des enfants maltraités? Informez-vous à ce sujet dès aujourd'hui.

En vertu de la nouvelle loi intitulée *The Child Welfare Act* (loi sur le bien-être de l'enfance), la société d'aide à l'enfance fait part des cas confirmés de mauvais traitement des enfants à un bureau chargé d'inscrire dans un registre central le cas de chaque enfant victime de mauvais traitements, de noter les programmes existants de lutte contre le mauvais traitement des enfants en Ontario, et d'effectuer des recherches en vue d'améliorer les méthodes de protection et de prévention. Les présumés coupables de tels délits sont avisés, puis ils sont informés du fait qu'ils peuvent examiner les renseignements et faire appel pour y faire corriger les erreurs qui s'y trouvent ou faire rayer leur nom du registre.

***Croyez-vous*** que toute intervention extérieure ne puisse qu'aggraver la situation ou que les services communautaires soient simplement incapables de s'en occuper?

***Selon les experts en la matière,*** les trois-quarts des parents – ou de leurs remplaçants – qui négligent leurs enfants, les blessent ou se livrent à des voies de fait contre eux peuvent être aidés, seulement grâce à des programmes

La loi définit un **enfant** comme une personne âgée de moins de seize ans.

Il y a **mauvais traitement** si, à cause de la personne qui a la garde d'un enfant ou avec la permission de cette personne, l'enfant est victime de:

- maux physiques: contusions visibles ou invisibles, brûlures, fractures, blessures, dommage au cerveau, intoxication, etc. ou
- malnutrition (y compris déshydratation) ou déficience mentale à un degré qui, si l'on n'y remédie pas immédiatement, peut gravement compromettre la croissance et le développement, ou entraîner une lésion permanente ou la mort, ou
- abus sexuel.

*Des mythes populaires empêchent souvent la recherche d'aide professionnelle.*

- les gens apprennent facilement à être des parents;
- les parents ont le droit de châtier leurs enfants sans intervention de quiconque;
- les auteurs d'abus sexuel sont des étrangers;
- des gens normaux seraient incapables de faire du mal à leurs propres enfants;
- c'est s'ingérer dans les affaires des ménages que de signaler les cas de mauvais traitements des enfants.

*C'est parce que l'aide professionnelle peut dissiper de tels mythes que la loi impose des responsabilités particulières aux spécialistes.*



Il faut signaler immédiatement les cas présumés de mauvais traitements à la société locale d'aide à l'enfance, parfois appelée Services à la famille et à l'enfance, même s'il s'agit de renseignements confidentiels ou touchés par le secret professionnel. Seul le secret professionnel de l'avocat vis-à-vis de son client est préservé en vertu de cette loi. Mais quiconque dénonce le cas présumé d'un enfant victime de violence ou de négligence est dégagé de toute responsabilité civile, "à moins que les renseignements soient fournis par méchanceté ou sans preuve raisonnable de l'exactitude de l'information". Un travailleur social de la société d'aide à l'enfance étudie chaque cas discrètement, demande au besoin la collaboration de la police ou l'aide d'autres spécialistes qui sont au service de la collectivité. Le premier devoir de la société est de protéger l'enfant de tout danger immédiat et de prévenir les mauvais traitements ultérieurs ou plus graves.

*Si les cas de violence ou de négligence passent inaperçus, ils risquent de s'aggraver. Savez-vous en reconnaître les signes et les distinguer de ceux de blessures accidentelles, de maladies ou de pauvreté? Certaines explications données par les parents ou les enfants sont logiques, d'autres ne le sont pas. Certaines caractéristiques de comportement sont des signes de mauvais traitement, d'autres ne le sont pas. Savez-vous les reconnaître?*

*La vie ou la santé d'un enfant peut être le résultat direct des décisions que vous prendrez. Savez-vous comment vous comporter face aux parents que vous soupçonnez de maltraiter leur enfant, même si vous les connaissez bien? Savez-vous maîtriser votre propre colère ou vos propres réactions?*

Il faut signaler immédiatement les cas présumés de mauvais traitements à la société locale d'aide à l'enfance, parfois appelée Services à la famille et à l'enfance, même s'il s'agit de renseignements confidentiels ou touchés par le secret professionnel. Seul le secret professionnel de l'avocat vis-à-vis de son client est préservé en vertu de cette loi. Mais quiconque dénonce le cas présumé d'un enfant victime de violence ou de négligence est dégagé de toute responsabilité civile, "à moins que les renseignements soient fournis par méchanceté ou sans preuve raisonnable de l'exactitude de l'information". Un travailleur social de la société d'aide à l'enfance étudie chaque cas discrètement, demande au besoin la collaboration de la police ou l'aide d'autres spécialistes qui sont au service de la collectivité. Le premier devoir de la société est de protéger l'enfant de tout danger immédiat et de prévenir les mauvais traitements ultérieurs ou plus graves.

*Si les cas de violence ou de négligence passent inaperçus, ils risquent de s'aggraver. Savez-vous en reconnaître les signes et les distinguer de ceux de blessures accidentelles, de maladies ou de pauvreté? Certaines explications données par les parents ou les enfants sont logiques, d'autres ne le sont pas. Certaines caractéristiques de comportement sont des signes de mauvais traitement, d'autres ne le sont pas. Savez-vous les reconnaître?*

*La vie ou la santé d'un enfant peut être le résultat direct des décisions que vous prendrez. Savez-vous comment vous comporter face aux parents que vous soupçonnez de maltraiter leur enfant, même si vous les connaissez bien? Savez-vous maîtriser votre propre colère ou vos propres réactions?*

*imaginatifs qui font appel à l'expérience et aux talents de spécialistes de nombreux domaines, avec l'appui de toute la collectivité. Cela n'en vaut-il pas l'effort?*

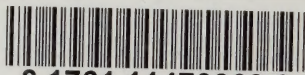
**Croyez-vous** que d'autres soient mieux placés ou mieux formés que vous pour intervenir? L'exercice de vos fonctions vous fournit une possibilité exceptionnelle de veiller sur la vie, la santé et le comportement des jeunes. Votre bon jugement est indispensable. Si vous êtes encore incertain, discutez-en avec vos collègues, partagez vos observations et vos préoccupations avec d'autres qui oeuvrent à l'intérieur et à l'extérieur de votre domaine. Toute intervention de votre part peut avoir un effet beaucoup plus étendu que vous ne pensez; elle peut bien sauver une vie.

*De concert avec d'autres personnes, vous pourriez un jour protéger un grand nombre d'enfants contre la violence et la négligence.*

*La loi ne peut pas empêcher le mauvais traitement des enfants.*

*Nous le pouvons.*

***Vous le pouvez.***



3 1761 11470063 6

*Adressez-vous à la société d'aide à l'enfance de votre région. Vous trouverez le numéro de téléphone dans l'annuaire.*



Ontario

Ministère des  
Services sociaux et  
communautaires

janvier 1980